

privés dont a parlé le ministre lorsqu'il a présenté ses prévisions budgétaires. Je dois ajouter que l'exemple du député de Qu'Appelle a été suivi par le député de Brandon-Souris lorsqu'il est devenu ministre, de sorte que cette ligne de conduite a continué d'être appliquée.

Toutefois, il semble que le ministre s'écarte des mesures qui ont été si bien accueillies durant les six années dont je viens de parler. Certains indices font voir que la construction diminue. Il y a des signes qui permettent de croire que par suite de certaines décisions, les investissements déclinent dans le Nord du pays. Combien de fois, lorsque mes honorables amis d'en face siégeaient dans l'opposition, n'ai-je pas entendu des députés libéraux prendre la parole pour dire que nous ne devrions pas dépenser tant de millions dans le Nord, mais les dépenser plutôt dans le Sud, où se trouve la plus grande partie de la population? A mon avis, ce principe est très mauvais, car il s'agit sûrement de dépenses faites pour des motifs d'opportunisme politique. Même s'il y a plus d'électeurs dans le Sud, ce n'est pas une raison suffisante pour faire fi du potentiel que le Nord représente pour le développement général du pays. Le grand Nord offre de grandes possibilités et je suis sûr que si le gouvernement actuel voulait continuer les politiques clairvoyantes et de longue portée mises sur pied par le gouvernement conservateur sous la direction du chef actuel de l'opposition, il rendrait un grand service au Canada.

Je pourrais exposer bien des questions qui, pour ne pas revêtir beaucoup d'importance aux yeux du comité qui s'efforce de mettre fin à ses travaux à cette heure tardive, n'en sont pas moins fort importantes pour les habitants du grand Nord. Une des plus récentes rumeurs qui courent, et j'ai reçu des lettres à ce sujet de l'Association du service civil, c'est que les indemnités d'isolement sont réduites encore une fois. J'aime à croire que le ministre reconsidérera la question car, après nouvel examen, le gouvernement pourrait fort bien décider qu'une telle réduction n'est pas justifiée.

J'aimerais dire un dernier mot au sujet de ces prévisions. Les citoyens du Yukon, et je suis sûr qu'il en est de même pour les Territoires du Nord-Ouest, se considéraient souvent isolés et laissés à eux-mêmes dans les années précédant 1957. Ces cinq années, de 1957 à 1962, ont donné naissance à un nouveau sentiment de permanence aux habitants du Nord parce que le gouvernement de l'époque se préoccupait plus de leurs problèmes et était plus fermement convaincu que les ressources du Nord pouvaient être mises en valeur. Nombre d'autres facteurs

ont contribué également à modifier les sentiments des habitants; ils ont cessé de se sentir isolés et ont commencé à sentir qu'on s'occupait d'eux.

J'espère que le gouvernement continuera d'envoyer dans le Nord des fonctionnaires des différents ministères afin de voir ce qui se passe sur place. Il est impossible à plus de 4,000 milles de distance, de concevoir les problèmes qui existent là-bas. On ne peut prendre des décisions assis derrière un pupitre à Ottawa, en se basant sur des renseignements fournis par des fonctionnaires qui se croient des autorités en la matière, à tort ou à raison.

Je veux maintenant féliciter les fonctionnaires du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, que je connais très bien pour la plupart. Je sais qu'ils s'acquittent très consciencieusement de leurs fonctions. Je pense, pour ma part, que le ministère n'existe qu'en vue de s'éliminer lui-même dès que possible et on ne peut y parvenir qu'en transférant graduellement des pouvoirs aux organismes de gouvernement responsables dont on favorise la création dans les régions septentrionales. Je dirai en passant qu'à mon avis, on ne favorise pas cette évolution en divisant les Territoires du Nord-Ouest et en organisant un dédoublement des services dans la région. Il y aurait bien des arguments à invoquer contre une telle subdivision.

Je tiens cependant à exhorter les personnes responsables à s'intéresser davantage aux délibérations du conseil législatif du Yukon. Il faudrait favoriser l'expansion et la croissance de ces organismes de gouvernement et les inciter à accepter de plus en plus de responsabilités, mais on n'y parviendra pas avec cette oppression bureaucratique d'Ottawa. Cette réalisation ne sera pas, à moins que les fonctionnaires du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales et de tout le gouvernement en général ne cherchent par tous les moyens possibles à transférer les pouvoirs dont ils sont investis à l'heure actuelle afin de favoriser l'expansion de ces institutions de gouvernement responsable qui devraient conduire un jour à l'autonomie provinciale. Le gouvernement ne devrait pas encourager l'étouffement de cette expansion; il devrait plutôt encourager une forme puissante de gouvernement viable et représentative jusqu'au jour où ces régions pourront devenir complètement responsables.

Je ne retiendrai pas plus longtemps le comité. Je tiens à dire que je suis reconnaissant que l'on ait retardé l'adoption de ce crédit pour que je puisse formuler ces quelques observations et j'espère que le ministre les lira à son retour. Je lui souhaite de réussir dans sa tâche et je l'exhorte à retourner dans